

**JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE  
CONTRE LE SIDA**

**La discrimination et la désinformation  
entravent la lutte contre le VIH/sida**

Index AI : POL 30/029/2003

ÉFAI

**Embargo : vendredi 28 novembre 2003  
(08 h 00 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**DOCUMENT PUBLIC**

La lutte contre la discrimination, la réprobation sociale et les atteintes aux droits humains ainsi que la mise à disposition d'informations précises sont des éléments essentiels pour une réaction efficace au VIH et au sida, a déclaré Amnesty International aujourd'hui, à la veille de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre prochain. « *Les engagements pris à la séance spéciale de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le VIH / sida en 2001 n'ont pas été tenus, a ajouté l'organisation, et certains pays ont fait obstacle à une prévention efficace. Il faut agir pour protéger des vies.* »

Amnesty International a critiqué le caractère contradictoire des messages de certaines personnalités influentes, ce qui, pour les personnes, complique l'accès aux informations complètes et précises qui sont nécessaires pour éviter la propagation du VIH et atténuer les conséquences de l'infection. L'organisation a cité les propos d'un cardinal qui détient de hautes fonctions au Vatican et a affirmé que le VIH pouvait traverser les préservatifs.

« *Les médecins, les chercheurs et les experts de la santé publique affirment de manière quasi unanime que le préservatif est un moyen efficace et nécessaire pour prévenir la transmission du VIH. La déclaration du cardinal reflète néanmoins le refus total opposé par le Vatican à l'usage du préservatif, position contraire aux connaissances scientifiques et qui met des vies en danger* » a déclaré l'organisation de défense des droits humains.

Il est essentiel de mettre à la disposition de tous des informations impartiales, complètes et précises sur le VIH / sida, dans les langues ou dialectes nécessaires, afin de garantir que chacun puisse prendre des mesures pour se protéger et de venir à bout

du climat de peur et d'exclusion. La question de l'information est particulièrement importante, car, parmi les personnes qui risquent d'être contaminées par le VIH et celles qui ont besoin de soins, nombreuses sont celles qui connaissent une situation marginalisée. Les femmes sont particulièrement vulnérables face au VIH car elles ont du mal à obtenir des informations précises, à demander à avoir des rapports protégés et subissent souvent des actes de violence.

« *Nous sommes extrêmement préoccupés par les mesures gouvernementales qui nuisent à la santé des femmes, ou la mettent en danger* » a déclaré l'organisation.

Le gouvernement américain a remis en vigueur en 2001 une mesure connue sous le nom de « *Mexico City Policy* » (également appelée « *global gag rule* », c'est-à-dire règle du bâillon à l'échelle mondiale), qui supprime tout financement gouvernemental destiné aux groupes qui pratiquent ou aident l'avortement, ou même ne font qu'en parler, même s'il ne s'agit que d'une part infime de leur message et de leur travail.

« *Cette mesure réduit au silence de manière efficace les organisations non gouvernementales étrangères qui œuvrent en faveur de la santé ou font un travail de sensibilisation. Si le financement d'organismes qui s'intéressent aux questions de santé liées à la reproduction est supprimé, cela peut avoir de graves conséquences sur la lutte contre le VIH / sida* » a ajouté Amnesty International.

Dans certains cas, les gouvernements s'emploient activement à tenter d'empêcher la distribution gratuite d'informations vitales sur le VIH / sida. Des agents d'éducation sanitaire actifs dans ce domaine ont été harcelés en Inde et même appréhendés en Chine.

En avril 2003, Ma Shiwen, fonctionnaire du service de santé du Henan (Chine) a été arrêté pour « *divulgaration de secrets d'État* ». Lesdits « *secrets* » étaient en réalité des informations complémentaires sur les taux élevés de contamination par le VIH dans la province du Henan, situation causée par la distribution de stocks de sang contaminé collecté dans de mauvaises conditions. Ma Shiwen a été remis en liberté le 1<sup>er</sup> octobre dernier sans être passé en jugement, mais on ne sait pas avec précision quelle est sa situation actuelle.

« *Le fait d'engager des poursuites contre des agents d'éducation sanitaire parce qu'ils ont révélé des informations relatives*

au VIH constitue une violation de la liberté d'expression et contredit le droit à la santé, a déclaré Amnesty International. Ceci révèle la pression à laquelle ces personnes sont soumises au cours de leur travail, alors qu'elles tentent de sauver des vies.

« La discrimination, la réprobation sociale et les atteintes aux droits humains sont indissociables et ont des conséquences sur l'action efficace contre le virus, a ajouté l'organisation. Si les gens ont peur de la réprobation sociale ou de la discrimination, ils ne chercheront probablement pas à subir un test ou à recevoir des soins.

« L'Ouganda et le Brésil ont prouvé que même des pays disposant de peu de moyens peuvent limiter l'expansion de l'épidémie en faisant preuve d'une véritable volonté politique, en donnant des informations claires et précises sur le sida et en prenant rapidement des mesures en faveur de la distribution de médicaments », a souligné Amnesty International.

Le droit des personnes à un traitement pouvant leur sauver la vie constitue toujours une bataille qui doit être menée et gagnée malgré les priorités économiques qui rivalisent avec celle-ci et à l'issue de négociations avec les institutions financières internationales et les laboratoires pharmaceutiques.

Amnesty International appelle les gouvernements à agir rapidement pour que les lois et les mesures politiques s'opposent à la discrimination, à la réprobation sociale et au non-respect des droits humains dans le contexte du VIH / sida. « Dans ce combat, l'engagement des gouvernements est aussi important que leur soutien financier, a affirmé le mouvement de défense des droits humains. La réprobation sociale et la discrimination doivent être contrées par l'instauration et l'application de lois efficaces en la matière. Si de telles mesures ne sont pas mises en œuvre, les vies de millions de personnes seront en danger. »

Un dossier spécial sur le VIH / sida comprenant des reportages, des entretiens et des statistiques, sera publié aujourd'hui sur le site : <http://news.amnesty.org> [en anglais]

### Contexte

Les normes internationales en matière de droits humains interdisent la discrimination et garantissent, entre autres, le droit à l'information et à la santé. Les gouvernements sont tenus de respecter, sauvegarder et faire appliquer ces droits.

Le taux de propagation du VIH en Ouganda est l'un des plus bas de toute l'Afrique subsaharienne. Ce résultat a pu être obtenu grâce aux actions menées par le gouvernement pour distribuer des préservatifs et promouvoir leur usage, apporter des conseils et des informations sur les relations sexuelles mieux protégées, encourager les personnes à retarder l'âge du premier rapport et inciter à la réduction du nombre de partenaires sexuels. Les jeunes ont été encouragés à faire usage des préservatifs pour se protéger.

Le Brésil est l'un des pays où la délivrance gratuite de médicaments antirétroviraux est la plus répandue, ce qui contribue à réduire de manière spectaculaire les taux d'hospitalisation et à améliorer l'état de santé des personnes contaminées par le VIH. Ces mesures ont également permis de réduire la réprobation sociale envers les personnes vivant avec le virus. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**